

L'économie de Saint-Pierre-et-Miquelon en 2014

Les principaux indicateurs sont en amélioration sensible

Le retour à une orientation positive des principaux indicateurs économiques de l'archipel, amorcé l'année précédente, se confirme en 2014. Ainsi, comme au cours de l'année 2013, l'archipel a connu une inflation plus contenue et une nouvelle amélioration du marché de l'emploi, qui ont à nouveau contribué à la progression de la consommation des ménages et des investissements des entreprises.

Au niveau sectoriel, la situation s'améliore puisqu'après une année 2013 mitigée, la commande publique enregistre un rebond et la fréquentation touristique sur l'archipel est en nette progression. Seule l'activité de la pêche industrielle et artisanale affiche un bilan toujours contrasté.

Par ailleurs, le secteur bancaire continue d'afficher une croissance dynamique de son activité, soutenue notamment par le marché du crédit.

L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE CONNAÎT UNE BONNE TENUE

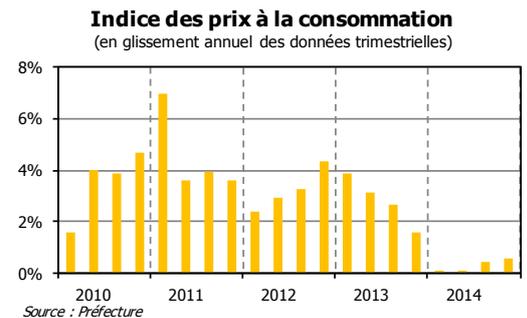
Confirmation du ralentissement de la hausse des prix

En 2014, l'indice des prix à la consommation a progressé de 0,6 % en glissement annuel, confirmant le ralentissement de son rythme de croissance observée depuis le début d'année 2013 (1,6 % en 2013 et 4,4 % en 2012).

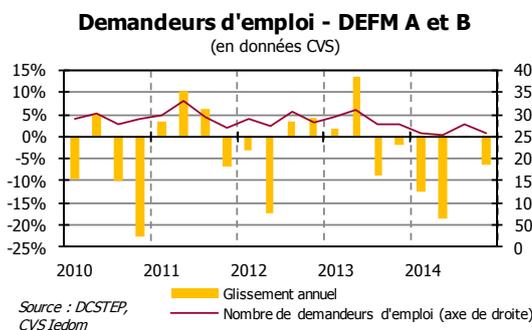
Cette décélération du rythme de croissance des prix à la consommation, qui s'est effectuée dans un contexte de légère dépréciation de l'euro face au dollar canadien, s'explique essentiellement par la baisse des prix de l'énergie (-3,26 %) et principalement du fioul de chauffage (-14,11 %).

Parmi les principales composantes de l'indice des prix à la consommation, seuls les prix des produits alimentaires et des services progressent en 2014 (respectivement +2,5 % et +2,1 %).

L'indice des prix à la consommation s'établit ainsi en 2014 à un niveau historiquement bas.



Nouvelle amélioration du marché de l'emploi



Pour la deuxième année consécutive, l'année 2014 marque une baisse significative du nombre de demandeurs d'emploi. Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A et B¹ enregistre ainsi une diminution de 6,3 % (CVS) en fin d'année par rapport à la même période en 2013. Il atteint son plus bas niveau enregistré à cette période au cours des cinq dernières années.

L'indicateur mensuel moyen de chômage² à la fin d'année 2014 affiche ainsi une diminution significative par rapport à 2013, passant de 9,4 % à 8,6 %.

Les secteurs les plus représentés chez les demandeurs d'emploi sont toujours le BTP (20 % des demandeurs d'emploi fin 2014), les services à la personne (17 %) et les services de support à l'entreprise (16 %). Les demandeurs d'emploi présentent pour la moitié d'entre eux un niveau d'études équivalent à un diplôme de niveau V (CAP, BEP).

Parallèlement, le marché du travail est actif avec 297 nouvelles offres d'emploi déposées en 2014 (contre 261 en 2013 et 184 en 2012), dont 69 % ont été satisfaites.

¹ Les chiffres communiqués par la DCSTEP tiennent compte du chômage au sens de la définition de Pôle emploi pour les catégories A et B, puisqu'il n'est pas possible techniquement d'individualiser ces deux catégories sur l'archipel.

² L'indicateur de chômage de l'archipel est calculé sur la base du ratio « inscrits à Pôle emploi en catégorie A et B/population active au dernier recensement (2010) ».

Bonne tenue de la consommation des ménages

La tendance à la hausse de la consommation des ménages enregistrée au cours de l'année 2013 se confirme en 2014 avec des indicateurs toujours bien orientés.

Les importations de produits alimentaires se tassent légèrement en 2014 (-1,2 %) et se chiffrent à 16 millions d'euros contre 16,2 millions en 2013.

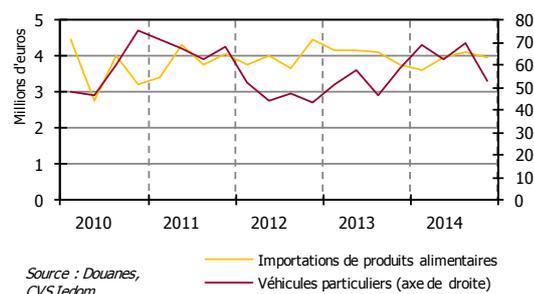
Les immatriculations de véhicules de tourisme présentent de nets signes d'amélioration (+16,9 %, soit 256 véhicules immatriculés en 2014, contre 219 en 2013) même si elles se contractent fortement en fin d'année. L'anticipation de l'évolution de la fiscalité en début d'année, visant à rehausser la taxation à l'importation de certains véhicules, peut contribuer à expliquer cette évolution.

L'activité de crédits à la consommation maintient un rythme de croissance soutenu en 2014 avec une progression du montant total des encours de 6,7 %, soit une augmentation de 1,2 million d'euros sur l'année.

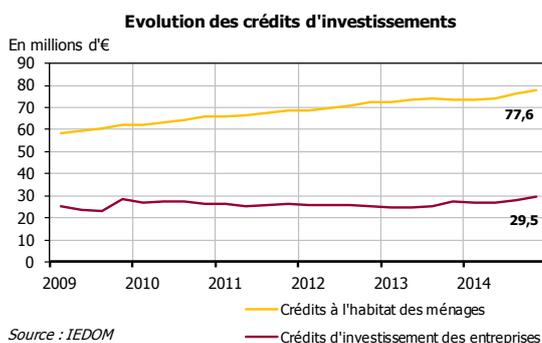
Les indicateurs de vulnérabilité financière des ménages se dégradent très légèrement par rapport à l'année précédente, tout en restant à des niveaux relativement bas. Malgré une forte augmentation du nombre d'incidents de paiement sur chèques, ces derniers passant de 15 à 52. Le nombre de décisions de retrait de cartes bancaires, quant à lui, reste inchangé (16), et le nombre de personnes physiques en situation d'interdiction bancaire reste stable (9 à la fin 2014 contre 10 à la fin 2013).

Importations des biens destinés aux ménages

(en données CVS)



Des investissements bien orientés



L'encours des crédits d'investissement accordés aux entreprises maintient un rythme de croissance soutenu en 2014 (+8,0 % sur l'année) et s'établit à 29,5 millions d'euros, soit son plus haut niveau depuis 2007.

Les importations de produits bruts poursuivent leur progression (+9,1 %) à un rythme toutefois moins soutenu qu'au cours des années précédentes (+12,0 % en 2013 et +27,8 % en 2012). Elles s'établissent à 8,7 millions d'euros.

Après une année 2013 marquée par une forte progression du nombre d'immatriculations de véhicules utilitaires (+22 %), ces dernières se stabilisent pour atteindre 93 véhicules immatriculés en 2014 contre 95 en 2013.

Les encours de crédits à l'habitat des ménages, après une année 2013 marquée par un léger ralentissement de leur rythme de croissance (+1,9 %), repartent à la hausse en 2014 (+5,5 %). Ils atteignent ainsi un pic, s'établissant à 77,6 millions d'euros.

Maintien des importations à un niveau élevé

En 2014, les importations totales de l'archipel s'élèvent à 88,6 millions d'euros contre 93,4 millions en 2013 et 79,1 millions en 2012. Elles diminuent de 5,1 % en valeur, après une forte progression enregistrée en 2013 (+18,0 %). Malgré cette légère contraction, les importations en valeurs restent à un niveau relativement élevé.

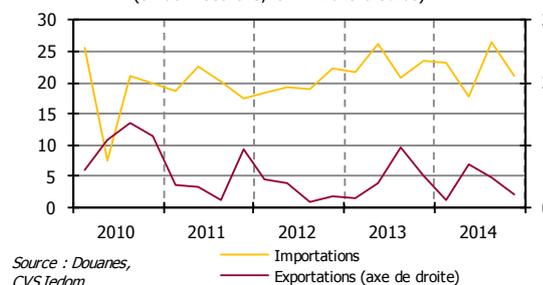
Ce repli est principalement attribuable à la baisse des importations de produits pétroliers (-20,3 %), qui s'explique par la baisse des prix de l'énergie, les quantités importées restant sensiblement identiques à celles de 2013. La diminution des importations de produits alimentaires (-1,2 %) et manufacturés (-2,3 %) contribue également à cette évolution. Les importations de produits bruts s'inscrivent, pour leur part, en hausse (+9,1 %).

Les exportations de l'archipel reculent significativement (-23,6 %) sur un an pour atteindre 1,5 million d'euros. Cette évolution s'explique par une nouvelle diminution des exportations des produits de la pêche (-40,8 %). Néanmoins, pour la deuxième année consécutive, des ventes exceptionnelles de métaux de recyclage à destination de l'Europe pour un montant de 1 million d'euros viennent modérer cette baisse.

La baisse en valeur des importations provoque une amélioration de la balance commerciale dont le déficit est ramené de 91 millions à 87 millions d'euros, malgré la diminution de la valeur des exportations.

Échanges commerciaux

(en données CVS, en millions d'euros)



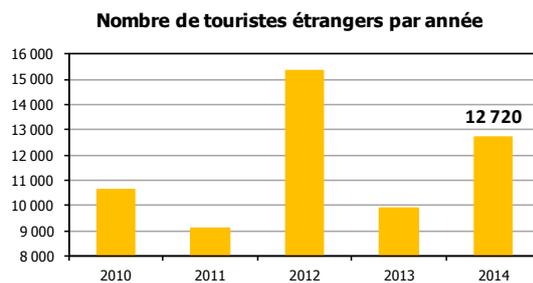
LA CONJONCTURE SE REDRESSE DANS DEUX SECTEURS MAJEURS

Progression de la fréquentation touristique

Avec 12 720 personnes, le nombre de visiteurs étrangers entrés sur l'archipel en 2014 au titre de l'activité touristique affiche une forte progression par rapport à l'année précédente (+28,1 %). Cette évolution s'explique essentiellement par une augmentation du nombre d'escales de navires de croisières (4 818 voyageurs croisiéristes en 2014 contre 2 060 en 2013).

Les Canadiens représentent toujours la majorité des entrées de touristes sur l'archipel (75,8 %), suivi des Américains (15,9 %).

Les entrées de touristes sur l'archipel se font majoritairement par voie maritime (74,5 %, hors entrée de croisiériste). Pour leur part, les voyageurs d'affaires utilisent en très grande majorité la voie aérienne.

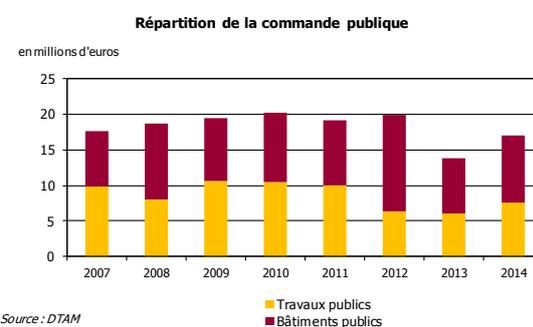


Source : Police aux frontières

Rebond de la commande publique

Après une année 2013 marquée par un fort recul, la commande publique enregistre une nette progression en 2014. Ainsi, les travaux réalisés augmentent de 23,8 % en 2014 et s'élèvent à 17,1 millions d'euros, un niveau comparable à ceux enregistrés au cours de la période 2007-2012.

Les travaux réalisés en 2014, comme au cours des années précédentes, sont principalement orientés vers le bâtiment (55 %), en progression de 20,8 % par rapport à l'année précédente (9,5 millions d'euros en 2014 contre 7,8 millions en 2013). Les travaux publics connaissent une évolution similaire avec une augmentation des montants des ouvrages réalisés de 27,7 % (7,6 millions d'euros en 2014 contre 6,4 millions en 2013).



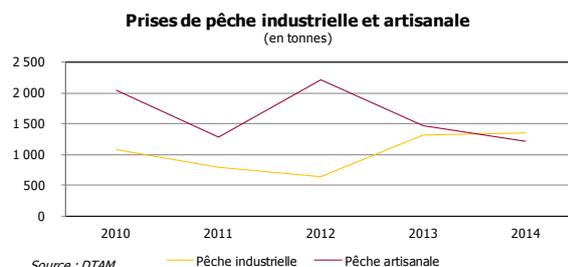
Source : DTAM

Cette évolution s'explique principalement par la mise en chantier en 2014 d'un certain nombre de marchés passés en fin 2013 (novembre). C'est le cas notamment du nouveau hangar sous douane à Saint-Pierre ou encore de la Maison de la Nature à Miquelon.

Un bilan toujours contrasté

Pour la deuxième année consécutive, les prises de la pêche artisanale se contractent avec une diminution des volumes de 17 % (après -34 % en 2013). Ils s'établissent ainsi à 1 220 tonnes au cours de la campagne 2014-2015. Les prises de pêche industrielle, pour leur part, progressent de 3 % et s'élèvent à 1 359 tonnes. Ainsi, pour la première fois depuis 2008, le nombre total des prises de la pêche artisanale est inférieur à celui de la pêche industrielle.

La morue, qui représente plus de la moitié des volumes prélevés (60,0 %), reste la principale espèce pêchée.



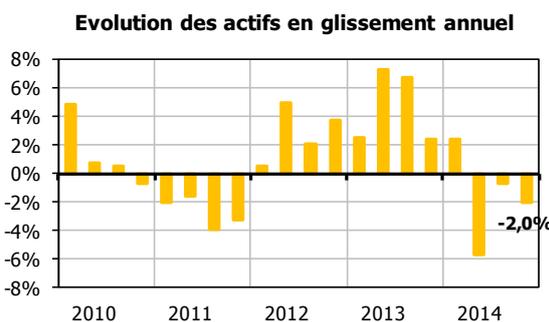
Source : DTAM

L'ACTIVITÉ BANCAIRE EST SOUTENUE PAR LE MARCHÉ DU CRÉDIT

Vigueur de l'épargne des ménages et résistance des placements des entreprises

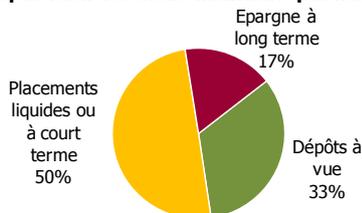
Après deux années de hausse consécutive, le total des actifs financiers détenus par les agents économiques de l'archipel se contracte de 2,0 % en 2014, pour s'établir à 210,5 millions d'euros en fin d'année 2014. Toutefois, cette contraction de l'ensemble des actifs masque la vigueur de l'épargne des ménages, qui progresse de 5,3 % en 2014, et la résistance des placements des entreprises, qui se maintiennent (-0,2 %).

Ce recul s'explique entièrement par la chute de près de moitié (-49,3 %) des placements des autres agents (administrations publiques locales, centrales, de sécurité sociale et les institutions sans but lucratif au service des ménages). Ces derniers passent ainsi de 25,7 millions d'euros à fin 2013 à 13,1 millions à fin 2014. Cette évolution peut s'expliquer par un changement de stratégie de placement d'un des opérateurs de la place de Saint-Pierre-et-Miquelon.



Source : IEDOM

Répartition des actifs financiers par nature



Source : SURFI

À l'inverse de l'année précédente, les dépôts à vue affichent un net repli en 2014 (-8,2 %). Les placements liquides ou à court terme, qui représentent la moitié de l'ensemble des actifs, suivent une évolution similaire même si la baisse reste plus contenue (-0,8 %). L'épargne à long terme, quant à elle, après avoir marqué le pas au cours de l'année 2013 (-2,6 %), repart à la hausse en 2014 (+8,5 %), profitant de la hausse des encours des plans d'épargne logement (+33,2 %).

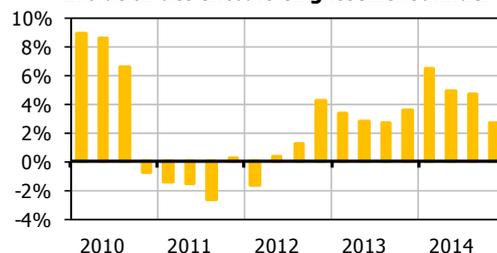
Les actifs sont détenus à 81 % par les ménages, principalement sous forme de placements liquides ou à court terme (57 % des actifs des ménages).

Progression des crédits aux ménages et aux entreprises

Les concours bruts accordés par l'ensemble des établissements de crédit affichent un rythme de croissance plus soutenue que l'année précédente, avec une progression de 2,7 % en 2014 (contre +1,7 % en 2013). Les encours sains évoluent de manière plus significative (+3,5 %), témoignant ainsi d'une amélioration de la qualité des risques. Le taux de créances douteuses brutes des établissements de crédit installés localement (ECIL) confirme cette amélioration par rapport à la fin décembre 2013 (-0,7 point) et passe ainsi en dessous du seuil de 4 % (3,8 %).

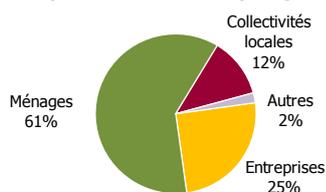
Les crédits accordés aux ménages, dont l'encours s'établit à 95,1 millions d'euros, représentent 61 % des encours octroyés et restent le premier moteur de l'activité financière. En 2014, ils poursuivent ainsi leur progression à un rythme plus soutenu qu'en 2013 (+5,7 % contre +3,1 % à fin 2013) sous l'effet d'une hausse combinée des crédits à la consommation (+6,7 %) et des crédits à l'habitat (+5,5 %).

Evolution des encours en glissement annuel



Source : IEDOM

Répartition des encours par agent



Source : SURFI

Les financements octroyés aux entreprises continuent également de progresser, bien qu'à un rythme plus bas que l'année précédente (+3,0 % contre +4,3 % en fin d'année 2013), portés par des crédits d'investissement (+8,0 %) et des crédits immobiliers (+3,6 %) toujours bien orientés. Avec un montant total de 39 millions d'euros, leur part dans l'ensemble des encours de crédits reste relativement stable (25 %).

L'encours sain de crédits aux collectivités locales, quant à lui, se replie à nouveau en 2014 (-12,0 %), et s'établit à 18,9 millions d'euros, voyant ainsi sa part dans le total des encours reculer (12,1 % en 2014 contre 14,2 % en 2013).

La répartition sectorielle des financements reste fortement concentrée sur l'administration publique (17,4 %), la construction (17,4 %), les activités immobilières (16,9 %) et le commerce (13,8 %). Les encours des activités immobilières (+25,0 %) et du commerce (+17,8 %) progressent, tandis que l'administration publique et la construction enregistrent une baisse (respectivement -14,5 % et -5,7 %).

PERSPECTIVES 2015 : DES RÉALISATIONS ET UN HORIZON QUI S'OUVRE

Malgré un environnement économique régional des provinces maritimes canadiennes moins porteur en raison de la chute brutale des cours du pétrole, l'amorce de reprise économique qui s'est dégagée au cours de l'année 2013 dans l'archipel se confirme en 2014.

L'archipel ne connaît pas encore d'évolution en profondeur de son modèle de développement économique, qui reste toujours très dépendant de la commande publique et de la consommation des ménages. Néanmoins, l'année 2015 semble s'ouvrir sur une nouvelle dynamique porteuse d'avenir qui se traduit par un faisceau de signaux positifs.

Ce dynamisme se matérialise d'abord par la concrétisation de nombreux chantiers qui étaient encore à l'état de projet il y a un an. C'est notamment le cas de la gare maritime de Saint-Pierre, de la Maison de la Nature à Miquelon et de l'entrepôt sous douane, qui visent à favoriser l'activité touristique et économique. Après une phase de gestation, d'autres projets potentiellement susceptibles d'apporter des relais de croissance à l'archipel arrivent en phase d'aboutissement, tels que l'appel d'offres de deux ferrys ou encore la mise en place du câble numérique. Par ailleurs, des projets maritimes ambitieux et structurants pour l'économie de l'archipel mûrissent, tel que celui du hub portuaire.

Ces initiatives s'inscrivent également dans un contexte d'orientations et de ressources qui s'affirme favorablement grâce aux nombreux travaux menés ou amorcés en 2014. Ainsi, la signature en début d'année 2015 du Contrat de développement entre l'état et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon, le vaste chantier concerté d'actualisation du Schéma de développement stratégique, l'identification du tourisme en tant que secteur de concentration du prochain FED, la dynamique du projet « Célébrations 2016 », la mise en place d'un observatoire de la commande publique, la tenue des assises du tourisme et des ateliers de l'agriculture... sont autant de signes qui traduisent une mobilisation forte et partagée des acteurs économiques.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. DE SEZE – Responsable de la rédaction : Y. CARON

Editeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : avril 2015 – Dépôt légal : Avril 2015 – ISSN 1952-9619